



Paris, le 11 décembre 2017

Communiqué de presse interfédéral CFDT, CFE-CGC, CGT et FO

Les syndicats de l'énergie se mobilisent sur le 4^{ème} paquet énergie européen et demandent au Gouvernement d'en faire tout autant !

Face aux conséquences néfastes prévisibles du 4^{ème} paquet énergie présenté par la Commission européenne fin 2016, les Fédérations syndicales CFE-CGC Energies, FNEM-FO, FNME-CGT et FCE-CFDT se mobilisent. Elles viennent ainsi de rencontrer à Bruxelles de nombreux députés européens, français et étrangers, et issus de 4 groupes politiques afin de les alerter sur les propositions législatives de ce 4^{ème} paquet en cours d'examen par le Parlement européen et par le Conseil de l'Union.

Pour l'intersyndicale, ce 4^{ème} paquet européen perd de vue les questions de service public, de long terme et d'intérêt général. Il propose aux populations, y compris vulnérables, de supprimer les tarifs réglementés qui les protègent et qui assurent la cohésion sociale. Il n'offre en retour que le bénéfice de l'effacement ou de la tarification dynamique qui les exposera en direct aux fluctuations du marché de gros. Il ne répond en rien aux attentes légitimes des salariés, ni aux besoins énergétiques des consommateurs et des industriels.

Pire, les propositions de la Commission ne font même pas de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité cardinale alors que la mobilisation climatique est plus que jamais nécessaire. Or nos Fédérations estiment qu'il est impossible de relever le défi climatique en s'en remettant uniquement aux lois du marché, et que la réduction des émissions de CO₂ ne pourra pas simplement découler des objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Plus perfidement, la volonté de la Commission européenne avec la nouvelle gouvernance énergétique est claire : elle donne plus de pouvoir à l'échelon européen au détriment de chaque Etat membre et vise l'émiettement des acteurs industriels en favorisant le communautarisme énergétique à l'échelon local. Ce faisant, elle cherche à renforcer son propre pouvoir, au service de son dogmatisme libéral et concurrentiel et au détriment des Etats membres qui pourtant assument en dernier ressort la responsabilité de la sécurité énergétique de leurs citoyens. Les parcs de production, les infrastructures comme la commercialisation d'énergie vont évoluer vers des activités guidées par le seul court-terme dont la priorité n'est ni le service public, ni le défi climatique, ni la cohésion territoriale, ni un modèle social de haut niveau.

Plus grave, le 4^{ème} paquet énergie n'a aucune dimension sociale hormis la promesse purement incantatoire de 900 000 créations d'emplois. Il fait encore moins le lien avec l'indispensable politique industrielle européenne dans le domaine de l'énergie pour que les choix énergétiques favorisent le développement de filières industrielles créatrices d'emplois sur le territoire européen. L'intersyndicale ne saurait admettre le laisser-faire industriel de la Commission européenne dont les importations de matériels conçus et fabriqués en Chine comme les suppressions d'emplois à Siemens ou General Electric sont les conséquences.

Nous avons vu les conséquences pour les populations et pour l'économie d'une construction européenne de l'énergie bâtie depuis 1997 sur le seul dogme concurrentiel : précarité énergétique, défaillances techniques, moindre sécurité d'approvisionnement, perte de compétitivité industrielle, destruction d'emplois, délocalisations, et perte de pouvoir de décision dans un secteur vital de la Nation.

L'intersyndicale poursuit sa mobilisation pour défendre une Europe de l'Energie moins dogmatique, qui a le souci du long terme et de l'intérêt général et qui n'oublie ni la dimension sociale ni les impératifs de politique industrielle. A l'heure où les négociations battent leur plein sous présidence estonienne, elle demande au Gouvernement d'en faire autant en mettant son énergie à défendre les intérêts des Français.